

Marc Vizy: « Les recommandations de la Cedeao seront déterminantes pour le Togo »



L'ambassadeur de France au Togo, Marc Vizy a fait part des espérances de son pays quant à une sortie de crise au Togo grâce aux recommandations de la CEDEAO. L'organisation communautaire se réunit dans deux semaines à Lomé et M. Vizy indique que son pays a espoir que la situation sera débloquée pour la relance du développement économique et social qu'attendent les togolais. Pendant ce temps, le gouvernement togolais s'engage à faire aboutir les réformes au centre de la crise.

Le diplomate français s'est prononcé le week-end dernier lors de la célébration le 14 Juillet à Lomé. Marc Vizy arrivé au Togo au début du mois de septembre 2017 affirme avoir juste constaté l'actualité du sujet lié à la réalisation des réformes politiques et constitutionnelles et les attentes qu'il suscite dans le pays.

« En l'espace de 10 mois, j'ai vu émerger des blocages, des divisions, des violences parfois, mais également des regroupements, des convergences, des propositions de sortie de crise et puis un dialogue », a-t-il relevé.

M. Vizy assure qu'il revient aux facilitateurs de la CEDEAO, la tâche d'opérer la synthèse des événements et discussions de ces derniers mois. Pour lui, les recommandations issues de ce travail devront permettre l'aboutissement des réformes sur le principe desquelles tous les acteurs s'entendent, mais sur les modalités desquelles les vues peuvent diverger.

{loadmoduleid 210}

Réaffirmant que la France n'a pas à se prononcer sur ces modalités, encore moins sur les choix que les Togolais seront les seuls à pouvoir faire, le diplomate précise, tout comme son Emmanuel Macron, que le statu quo n'est pas possible.

Par ailleurs, Marc Vizy regrette le fait que cette crise politique ralentit le développement économique et social du pays. De ce fait, il croit que « les recommandations de la CEDEAO seront déterminantes pour le Togo » et nourrit l'espoir qu'elles « permettent de débloquer la situation ».

A l'occasion, Octave Nicoué Broohm, représentant son collègue des affaires étrangères, a reconnu que les réformes constitutionnelles et institutionnelles sont nécessaires à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit. Il a estimé que le gouvernement a toujours été favorable à ces réformes et a démontré sa bonne foi et sa bonne à travers le projet de loi envoyé à l'Assemblée nationale en septembre 2017.

Prof Broohm a réaffirmé le ferme et résolu engagement du gouvernement de Faure Gnassingbé à œuvrer pour l'aboutissement desdites réformes politiques.